

« Calais ? Je ne resterai pas les bras ballants »

► Charles Michel assume la décision de restaurer les contrôles à la frontière française.

► Sur la crise européenne des réfugiés, pas question de changer de stratégie.

Une semaine après un sommet de l'UE où il a joué un rôle important dans les négociations entre le Royaume-Uni et ses partenaires, Charles Michel a accordé au *Soir* son premier entretien exclusivement consacré aux enjeux européens, réalisé jeudi.

On ne cesse de dire qu'il faut des solutions européennes et cesser les initiatives nationales dans la crise des réfugiés, mais la Belgique à son tour a pris une initiative isolée, en restaurant les contrôles à sa frontière française...

D'abord, je salue l'initiative française. C'est la Belgique qui, il y a quelques semaines, a plaidé pour que la France prenne une initiative sur Calais. Cette situation de non-droit depuis des années, avec des milliers de personnes illégales, créait de grands problèmes en Belgique aussi, puisqu'on constatait des glissements de personnes vers notre pays. Mais le fait de passer à l'acte en France amène le risque d'un déplacement de camps à Calais vers des camps potentiels à La Panne, à Zeebrugge. Nous devons agir pour empêcher cela. J'imagine que les Français comprennent que nous agissons pour ne pas permettre de démantèlement de camps illégaux. Quant au déroulé des opérations : selon mes informations, les services policiers belges et français ont bien eu des contacts. Il semblerait que l'information ne soit pas remontée de la police française vers l'autorité politique...

Ce n'est pas à la police de faire passer l'information d'un rétablissement de contrôles aux frontières intérieures...

Mais bien sûr que si, puisque c'est de la coopération policière entre la France et la Belgique. Et lorsque la décision a été prise par le ministre Jambon, il y a eu des contacts téléphoniques entre les ministres Jambon et Cazeneuve, et entre Manuel Valls et moi-même.

Suspendre Schengen pour un problème très local connu depuis longtemps, n'est-ce pas sortir le canon pour tuer une mouche ?

Ce que vous dites n'est pas juste. C'est tout de même la moindre des choses que le gouvernement belge prenne des mesures de contrôles renforcés dans la zone vu l'évolution de la situation.

N'est-ce pas plus facile finalement d'être pro-européen en paroles qu'en actes ?

On ne peut mettre dans le même sac ce que nous faisons pour une question très ponctuelle, avec le grand enjeu de la défense de Schengen. J'assume mon engagement européen, mais cela ne me conduit pas à la naïveté, et à rester les bras ballants, avant de nous réveiller dans trois mois avec un camp de 3.000 personnes dans une situation humanitaire dramatique.

Cela ne vous dérange pas qu'on pousse la Grèce à devenir un chaudron sous l'afflux de migrants, tandis que sur une petite partie du territoire belge, on prend des mesures pour éviter que des migrants viennent perturber la saison des vacances ?

Quel décalage entre votre question et la réalité en Grèce ! Comme Premier ministre, je n'ai pas l'intention de laisser se développer des zones de non-droit, avec des trafics, des violences et des problèmes d'hygiène. Nous avons agi en quelques semaines, sans violence, à faire démanteler le camp au parc Maximilien à Bruxelles qui devenait une faille au cœur de Bruxelles. Et nous agissons ici pour éviter que cela se reproduise.

Plus globalement, on a l'impression que l'UE et ses dirigeants sont désemparés. Y a-t-il quelqu'un pour rassembler les fils de cette crise ?

Chacun des dirigeants a bien compris le sens de l'urgence. Je pense que nous avons pris les bonnes décisions. Elles ne sont pas encore opérationnelles. Mais nous sommes condamnés à réussir.

Tout le monde voit ce qu'il faut faire ensemble, mais chacun fait des choses dans son coin...

Ce n'est pas exact. Mais on a perdu trois mois entre novembre et maintenant, ce qui a accentué la pression sur certains pays, les

quels constatant que les « hotspots » (les centres de sélection de réfugiés potentiels, NDLR) ne fonctionnaient pas, ont dû prendre des dispositions unilatérales. Tant que les hotspots ne fonctionnaient pas, cela grippait tout le mécanisme. Maintenant la stratégie peut fonctionner.

De combien de semaines dispose-t-on pour reprendre le contrôle de la situation ?

Je suis réticent aux ultimatums. Il y a des éléments imprévisibles. Mais je suis conscient que ce n'est plus une question de mois, mais de semaines. On est à la veille de l'été, qui amènera un nouvel afflux... Le sommet du 7 mars sera un sommet crucial. Je sais qu'on dit cela souvent, mais je crois que celui-ci le sera vraiment. Notamment parce que quelques jours plus tard se tiendront deux élections régionales importantes en Allemagne, qui pourraient avoir un impact politique, et donc un impact européen aussi. J'ai compris ces derniers jours, surtout implicitement, que l'Allemagne ne prendra aucune décision unilatérale avant le 7 mars. Cela représente dans les faits un ultimatum. Je peux m'imaginer que pour l'Allemagne, une poursuite de la situation actuelle n'est pas tenable. En cas d'insuccès le 7 mars, le projet européen sera exposé à un grand risque.

Mais si le 7 mars la solution européenne est un échec, vous en serez réduits à des solutions nationales.

Je ne veux pas me projeter, perdre mon énergie et mon temps à bavarder d'un plan B ou C, alors que je suis convaincu que la meilleure solution, c'est le plan A. ■

Propos recueillis par
JUREK KUCZKIEWICZ

« En cas d'insuccès le 7 mars, le projet européen sera exposé à un grand risque »

TRAJECTOIRE BUDGÉTAIRE

« Pas facile, mais on va réussir »

La Commission européenne se fait insistante quant à la déviation de la Belgique par rapport à sa trajectoire budgétaire.

Je suis très détendu par rapport à cela. J'avais fixé deux objectifs il y a un an : réussir une stratégie de modernisation et de relance économique : c'est le tax shift, la réforme des pensions, le renforcement de la compétitivité et du pouvoir d'achat, et tout le monde l'a applaudit. L'autre objectif est l'assainissement des finances publiques. C'est difficile de faire les deux en même temps. Nous n'avons pas le choix. Mais chaque fois que j'ai défendu un budget devant notre parlement, nous avons eu un rapport positif de la Commission ! Ce que j'apprécie, dans cette Commission, c'est qu'elle n'est pas obsédée que par la trajectoire budgétaire, mais qu'elle regarde aussi les réformes structurelles et leurs impacts sur l'emploi.

Mais la Commission considère que la Belgique a fait trop peu de réformes structurelles, et qu'elle dévie de ses objectifs budgétaires : cela obligera la Belgique à plus d'efforts...

Cela constituera un encouragement à faire plus et mieux. Ce n'est pas facile, mais on va réussir.

PRATIQUES FISCALES

« La Commission est dans son rôle »

La Commission a condamné la Belgique pour des pratiques fiscales en faveur des grandes entreprises. Trouvez-vous la Commission injustement sévère avec la Belgique ?

J'ai entendu certains faire ces critiques. Mais je ne le sens pas. La Commission est dans son rôle. D'autres pays ont d'autres problèmes avec elle. J'ai toujours eu un dialogue de qualité et respectueux avec Jean-Claude Juncker. Je soutiens sa stratégie axée sur la discipline budgétaire, les réformes structurelles et les investissements, et c'est ce que j'essaie de faire en Belgique.

Il ne reste pas grand-chose pour les investissements...

C'est un débat européen sur les règles comparables. Et c'est un débat nuancé. Je comprends que certains disent qu'il faut pouvoir faire des investissements d'infrastructure plus largement ; Oosterveel à Anvers, RER, tunnels...

Mais la Belgique est moins bien placée que d'autres pour tenir ce raisonnement, car elle a toujours une dette importante, à 108 % du PIB.

Europe « Avec Renzi, c'est maintenant qu'on doit agir »

La Belgique joue-t-elle un rôle actif dans le débat européen sur la migration ?

Nous sommes traditionnellement actifs et j'ai souhaité que nous le soyons de plus en plus. Cela ne veut pas dire faire des déclarations tonitruantes. C'est faire un travail diplomatique préparatoire pour voir jusqu'où les uns et les autres peuvent aller, pour qu'on puisse prendre les bonnes décisions le 7 mars. Et tout cela en étant conscients du rôle de chacun : la Commission, le président Donald Tusk, en qui j'ai de plus en plus confiance. Il a montré dans le débat du Brexit et du Brexit sa capacité de leadership. Il a plus d'autorité qu'il n'en avait peut-être il y a quelques mois... Dans ce dispositif, la Belgique peut être une force positive pour encourager des solutions dans la bonne direction.

La Belgique a participé à Rome à une première réunion des ministres des Affaires étrangères des six pays fondateurs, vous nous aviez parlé l'été passé déjà d'un resserrement de cette coopération. A quoi pourrait ressembler une relance de l'Europe avec ces Six ?

Chaque crise offre une porte, et les discussions autour du Brexit ont ouvert une porte, selon moi. Un certain nombre de quadragénaires sont maintenant autour de la table, et nous avons des dé-

cision à prendre pour l'Europe des 15 à 20 prochaines années. J'en suis très conscient, et Renzi aussi : c'est frappant de voir un Premier ministre de centre droit belge et un Premier ministre de gauche italien se retrouver sur une analyse de l'avenir du projet européen, et qui voudraient travailler ensemble, avec d'autres, à donner un nouvel élan au projet européen.

C'est quoi, ce nouvel élan ?

C'est sortir d'un schéma où l'on ne voit plus l'Europe qu'à travers la crise économique, la crise des réfugiés, la crise avec la Grande-Bretagne, avec la Grèce. C'est revenir à la vision d'une Europe, comme la génération précédente l'avait envisagée, avec un projet politique au sens noble du terme. Quelle réponse mobilisatrice offrons-nous sur le plan du développement économique et de l'emploi ? Sur les échanges culturels ? Sur les valeurs fondamentales qui fondent l'Europe ? Nous avons constaté à plusieurs, en marge du dernier sommet, le souhait de travailler à quelques-uns pour avancer plus fort et plus vite, en offrant un peu de réenchantement, plus d'optimisme dans le projet européen, et pas la grisaille de ces crises qui succèdent les unes aux

autres. J'ai convenu avec Renzi qu'on essaiera de trouver un chemin pour être porteurs, avec d'autres, d'un projet européen réinventé.

C'est « l'union toujours plus étroite », cette notion pour le maintien de laquelle vous avez bataillé lors des négociations avec Cameron ?

Exactement. L'Europe à plusieurs vitesses existe, c'est un simple constat. Mais, dans ce contexte, l'« union toujours plus étroite » constitue le signal qu'il est possible, pour ceux qui le veulent, de poursuivre le projet ensemble, pour nos concitoyens et dans des domaines identifiés. Et pas dans des questions institutionnelles, où le débat porte sur une virgule ou un mot à changer dans un traité. Tout cela sur des valeurs fondamentales qui sont intangibles, et qu'on connaît : l'ouverture, le respect, la tolérance, la diversité, la non-discrimination, la libre circulation. Mais comment traduire ces valeurs dans un projet politique mobilisateur, et dans un élan pour la jeunesse d'Europe ? La jeunesse d'aujourd'hui ne voit pas que l'Europe, c'est la paix, la sécurité et la prospérité. Elle ne voit que la crise, les réfugiés, la Grèce qui peut-être va devoir quitter, la Grande-Bretagne qui n'en veut plus. Les jeunesse précédentes, qui ont vu la

Guerre mondiale ou la Guerre froide, ont vu l'Europe comme un projet d'émancipation, de progrès commun et de diversité. On doit réenchanter ce projet-là.

Et si ce n'est pas nous qui le faisons, qui ? Ce sont les responsables qui ont 40 ans aujourd'hui, de gauche et de droite, italien, belge, luxembourgeois, français, espagnol... Personne d'autre ne le fera !

Quelle est la spécificité de la vision européenne de votre génération de dirigeants ?

Il ne faut pas caricaturer : les lignes de démarcation ne sont pas liées seulement aux générations. Mais je ressens que la génération précédente a été confrontée à d'autres défis, d'autres enjeux. Par exemple : doit-on élargir l'Europe ? Aujourd'hui, il est facile de dire qu'en élargissant un peu vite, on a compliqué la capacité à décider de l'UE. Mais cette décision a été prise avec de bonnes intentions. Nous sommes confrontés aujourd'hui à une situation géopolitique difficile au sud de l'Europe : conflits, guerre, instabilité, une Libye qui n'existe plus... Cela crée une nouvelle menace sur l'Europe, créant une pression sur la zone Schengen, une pression terroriste... A l'Est, la relation avec la Russie n'est pas simple. Avec à la clé aussi une instabilité sur ce front oriental. On a vu évoluer cette situation en quelques années au Sud et à l'Est : c'est le défi de notre génération. Et en même temps, dans un monde globalisé, nous devons offrir une stratégie économique pour donner de la perspective : emploi, activité des entreprises pour financer dans la

durée notre protection sociale, alors qu'on vit de plus en plus vieux. Il faut aussi réussir ce

projet-là. Il y a donc un partage du diagnostic avec Renzi et d'autres, et partage d'une volonté politique : c'est maintenant qu'on doit agir. Nous allons nous donner quelques mois pour essayer de tracer un cap, et pouvoir dire : que qui aime cette Europe-là nous suive. Pour sortir de l'Europe de la grisaille et revenir dans l'Europe des Lumières.

Concrètement ?

Nous allons prochainement nous organiser de façon bilatérale avec Matteo Renzi et nos diplomates dans ce sens. Il faut revenir vers nos concitoyens avec des engagements qui gagnent leur soutien, en les convainquant de la valeur ajoutée que peut apporter l'Europe.

Les collègues journalistes européens nous chambrent un peu, les Belges : « Ah ! vous, les derniers Européens, vous êtes romantiques. » Vos collègues dirigeants vous disent la même chose ?

Pas du tout ! Mais j'ai entendu ce que vous dites, et je trouve cela très amusant. Je suis très romantique avec ma compagne. Mais sur le plan politique, je suis très rationnel. Je pense que dans un monde globalisé, confronté à des bouleversements économiques, écologiques, énergétiques, technologiques..., dans un monde pareil, celui qui croit qu'on sera plus forts demain si l'on est divisés se trompe complètement. La démarche que je prône avec Matteo Renzi n'est pas romantique : elle est terriblement rationnelle ! Et l'Europe n'est pas seulement un projet financier ou un marché, c'est aus-

si un projet politique, avec des valeurs fondamentales qui unissent : respect, tolérance, ouverture, droits de l'homme, démocratie, état de droit, séparation des pouvoirs, égalité hommes-femmes. Nous portons ces valeurs-là, plus que d'autres dans le monde. Si parce qu'on défend ces valeurs, on nous dit que nous sommes romantiques, eh ! bien, je prends le compliment pour ce qu'il est. Mais ma démarche est éminemment rationnelle.

Vous vous êtes placé dans la tradition de ces Premiers ministres belges qui jouent un rôle européen, voire qui le prolongent par un destin européen ? J'ai encore beaucoup de travail à faire en Belgique.

Mais on peut jouer un rôle européen comme Premier ministre.

Et je le fais. Ma fonction me permet d'agir pour le pays et d'avoir une voix sur le plan européen que j'utilise. Je ne me rends pas aux Conseils européens pour prendre une tasse de café. J'y vais pour peser sur les décisions. Et je le fais car les décisions européennes ont un effet sur la Belgique. Je sais parfaitement que les clés, sur certaines questions, se trouvent au niveau européen. ■

Propos recueillis par
J.Kz.

« Il faut revenir vers nos concitoyens avec des engagements qui gagnent leur soutien »

ANALYSE

Charles l'Européen

C'est un signe qui ne trompe pas : en même temps que cet entretien au *Soir*, mené conjointement avec *De Stan-daard* – le premier que Charles Michel a accordé pour ne parler que d'Europe –, deux grands journaux étrangers, *The Times* et *The Wall Street Journal*, publient des interviews avec le Premier ministre belge. Charles Michel était de plus en plus sollicité : surtout depuis les attentats parisiens et leur origine « molenbeekoise », mais pas seulement.

En Belgique jusqu'à ces derniers jours, nombreux étaient ceux qui – publiquement ou anonymement – le critiquaient pour ne pas « faire entendre la voix de la Belgique ». Pour le coup, ces critiques-là seront à ranger à l'étagère des archives, dès le moment où le Belge s'est fait une place et un nom (un prénom ?) dans le concert européen, après un sommet sur le Brexit où il a joué un rôle notoire.

Charles Michel commence à sortir du bois sur le thème de la relance de la construction européenne. Réenchanter l'Europe ? Il n'est pas le premier à recourir à cette formule. Ce qui manquait jusqu'ici, c'était le début d'idée ou de plan, un embryon de volonté politique et d'audace : il en faut un peu pour parler de réenchantement européen aujourd'hui. Visiblement, il a trouvé en Matteo Renzi la même envie, la même volonté, que les deux quadragénaires semblent décidés à combiner en une nouvelle force créative européenne. Cette annonce constitue déjà un engagement, une obligation de revenir avec du concret, sous peine de discrédit. Avoir osé faire cette promesse de « tenter quelque chose » est déjà appréciable. On veut voir la suite.

J.KZ